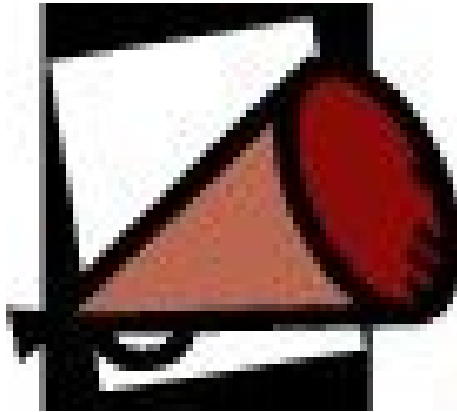


<https://www.pressegauche.org/La-lutte-est-vivante-en-Russie>



La lutte est vivante en Russie

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 3 septembre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le régime autoritaire de Vladimir Poutine se présente comme garant de l'ordre contre le chaos qui a caractérisé la première décennie postsoviétique. Pourtant la répression brutale des manifestations récentes de l'opposition montre la peur du régime face au mécontentement montant des classes populaires.

Ilya Matyeev est chercheur et conférencier basé à Saint-Pétersbourg, éditeur fondateur d'Openleft.ru membre du groupe de recherche Public Sociology Laboratory tiré de Jacobin, le 21 août 2019, traduction David Mandel
<https://www.jacobinmag.com/2019/08/russia-opposition-repression-vladimir-putin>

Le 3 août, les rues gentrifiées du centre de Moscou étaient remplies de jeunes en colère qui protestaient contre la disqualification de candidats indépendants aux élections du parlement de la ville. La police est rapidement intervenue pour disperser la manifestation. Lorsqu'un groupe de manifestants a tenté de fuir, la police les a enfermés dans un cul-de-sac. Quelques-uns ont réussi à se sauver dans un immeuble voisin de bureaux. D'autres ont courageusement fait face à la police et se sont fait brutalement arrêter par des flics masqués en tenue antiémeute.

Des manifestations semblables ont eu lieu récemment chaque samedi dans la capitale russe. Certaines ont été "autorisées" par les autorités et ont attiré de grandes foules. La plus importante à ce jour, celle du 10 août, a rassemblé 60 000 personnes. Cependant la plupart des samedis, les manifestations ne sont pas « autorisées », et la police antiémeute et la garde nationale les dispersent brutalement. Bien que ces manifestations soient strictement pacifiques, elles se heurtent à une force écrasante. Il en a résulté environ 3 000 détentions à court terme, plusieurs centaines d'arrestations administratives pouvant aller jusqu'à trente jours, et treize personnes inculpées de participation à des "désordres de masse" (un crime passible d'une peine pouvant aller jusqu'à huit ans de prison).

On imagine parfois les Russes comme passifs face au régime autoritaire. Mais dans les faits, des affrontements avec les forces du régime ont eu lieu à travers le pays. Dans la région septentrionale d'Arkhangelsk, des habitants campent dans la forêt depuis plusieurs mois pour protester contre la construction d'un dépotoir d'ordures venant de Moscou qui menacerait l'écosystème local. À Ekaterinbourg, une grande ville de l'Oural, les citoyens ont réussi à repousser la tentative de l'Église orthodoxe russe de construire une cathédrale sur le site d'un parc public. (Cette église vorace collaborait typiquement avec des magnats locaux, la cathédrale faisant partie d'un grand projet comprenant des bureaux et des appartements de luxe). Les opérateurs de grue dans la ville de Kazan' ont organisé une grève pour protester contre les bas salaires et les conditions de sécurité de travail. Dans ce qui est transformé en manifestation à l'échelle de la ville, ils ont été rejoints par des activistes qui protestaient contre la construction d'une usine de traitement des déchets et par des acheteurs de logements qui ont été fraudés par des promoteurs.

Face à cette montée des protestations et à l'érosion de sa légitimité, le régime a de plus en plus abandonné le mécanisme complexe de la "démocratie dirigée" pour recourir à la répression et à la propagande brutales. Le 27 juillet, alors même que la police brutalisait les manifestants à Moscou, les écrans de télévision montraient le spectacle assez bizarre d'un Vladimir Poutine qui surveillant royalement un défilé naval à Saint-Pétersbourg. Avec leur penchant pour des images postmodernes de la splendeur impériale, les autorités donnent l'impression de vouloir consciemment recréer l'atmosphère de la Russie du début du XXe siècle, lorsque le pays était gouverné par une élite déconnectée d'une population mécontente.

Le « poutinisme » à vingt ans : pas de marge de manoeuvre

À sa base, le régime de Poutine a toujours été un régime de domination de la classe des richissimes. À condition de ne pas défier Poutine dans le domaine politique, les oligarques ont eu le droit de garder et d'élargir les empires économiques, qu'ils avaient privatisés pendant la décennie précédente. Ils ont également obtenu des réformes néolibérales qu'ils souhaitaient, comme un nouveau Code du travail qui rend les grèves légales pratiquement impossibles. Depuis le milieu des années 2000, l'élite des affaires a dû céder de la place aux amis de Poutine, à des gens issus principalement des services de sécurité, qui ont pris le contrôle d'un secteur économique étatique qui s'élargit. Ces deux groupes d'élite sont les bénéficiaires principaux de cet ordre sociopolitique.

C'est sur cette base que la superstructure politique de "démocratie gérée" a été érigée. Les machines politiques régionales qui avaient surgi pendant les années 1990 ont été centralisées, créant des majorités d'élus locaux fiables à Poutine et à la « Russie Unie », le parti du pouvoir. Certaines autres forces politiques ont pu exister en tant qu' « oppositions systémiques » inoffensives afin de soutenir la façade démocratique. Parmi ces forces, le Parti communiste a été le mieux organisé sur le terrain. Mais il n'a pas joué un rôle différent des autres parties "systémiques", à savoir canaliser le mécontentement populaire et contribuer à la stabilité du régime. Grâce à une série de purges, la direction du parti s'est débarrassée de tous les dissidents de gauche. Cela a permis au parti de jouer son rôle de fausse opposition, en trahissant son noyau électoral, composé essentiellement de patriotes âgés de l'Union soviétique.

Cette "démocratie gérée" a fonctionné comme prévu pendant la décennie des années 2000. Partant d'une base faible et profitant de facteurs tels la dévaluation de la monnaie en 1998, l'envolée des prix du pétrole, et un accès facile au crédit sur les marchés financiers internationaux, l'économie est sortie de sa profonde dépression pour prendre l'essor. Après le trauma des années 1990, la population s'est repliée dans la vie privée pour lécher ses blessures. Le contraste avec le chaos de la première décennie postsoviétique, constamment soulignée par les médias contrôlés par le Kremlin, était suffisant pour maintenir un large soutien passif au régime.

L'opposition « non-systémique », c'est-à-dire authentique, était extrêmement réduite. Ses rassemblements n'attiraient jamais plus de quelques centaines de personnes. Les autorités ont toujours commis des erreurs, comme la réforme néolibérale en 2005 de l'aide aux retraités, qui a provoqué des manifestations de masse spontanées à travers le pays. Cependant, les bénéfices pétroliers abondants ont permis de noyer de telles erreurs dans un niveau de vie montant.

La crise économique de 2008-2009 a été un premier avertissement pour le « poutinisme ». Elle a exposé la vulnérabilité fondamentale de l'économie aux fluctuations du prix du pétrole et à la volatilité des marchés internationaux des capitaux. Cependant, les réserves accumulées ont permis au gouvernement de mettre en oeuvre un programme de relance massif (sauvant ainsi les oligarques endettés), et les prix du pétrole ont rapidement rebondi, ramenant l'économie à la croissance.

Le prochain défi était politique. Malgré la croissance économique, le soutien au régime a diminué en 2010-2011. L'une des raisons en était l'incapacité des autorités après la crise à transformer une économie primitive dépendant du pétrole, alors même que le gouvernement du Président d'alors DM. Medvedev avait promis un vaste programme de "modernisation". En 2008, Poutine a dû quitter ses fonctions de président en raison de la constitution qui limitait la présidence à deux mandats successifs. Il s'est fait remplacer par Medvedev, son faible Premier ministre, lui-même assumant le poste de Premier ministre.

Puis en novembre 2011, Poutine annonce soudainement qu'il allait se présenter à la présidence. Même si la plupart des gens s'y attendaient, la brusquerie et le caractère méprisant de cette annonce a suscité de la colère et de la frustration. Une semaine après, des élections parlementaires ont eu lieu. Ayant constaté en tant qu'observateurs électoraux, ou ayant vu sur You Tube, de fraudes électorales grossières, des gens sont sortis dans la rue, déclenchant le plus grand mouvement d'opposition depuis le début des années 1990.

La force de ce mouvement, qui a mobilisé 100 000 manifestants à la fin de 2011, a clairement pris par surprise les autorités. L'ère de l'apathie politique de masse était terminée. Après certaines hésitations, les autorités ont réagi par une vague de répressions semblable à celle que nous voyons aujourd'hui, soutenue par une offensive idéologique. Le Kremlin a épousé divers éléments de la propagande nationaliste, conservatrice ou traditionaliste, se rapprochant des populistes de droite du reste du monde. Il a même fait quelques efforts pour les appuyer, organiser et diriger.

Cependant, cette solution ne s'est pas révélée particulièrement efficace au niveau domestique. Des gens continuaient à descendre dans la rue, et le taux d'approbation du régime poursuivait sa descente en 2012 et 2013. En outre, l'économie s'est ralentie à la fin de 2012 malgré le prix élevé du pétrole, ouvrant une période de stagnation dont elle n'est pas encore sortie.

La raison la plus probable de cette stagnation est le sous-investissement dans la sphère productive. Dans la période précédente, il suffisait de relancer et de moderniser les usines héritées de l'Union soviétique pour parvenir à la croissance. Mais cette ressource s'est épuisée vers la fin des années 2000. Suivant un sursis temporaire lié à la crise financière, l'économie a rapidement atteint la limite de sa capacité productive. De manière typique d'une bourgeoisie parasitaire, les oligarques avaient converti leurs bénéfices exceptionnels en immobilier de luxe à Londres, mais non pas en projets d'investissement productif à grande échelle en Russie.

Des événements en 2014 ont aidé le Kremlin, tout en aggravant ses problèmes dans la perspective. L'annexion de la Crimée a suscité une montée de soutien nationaliste, tandis que le ralentissement économique s'est transformé en récession. Le gouvernement a mis en place des mesures d'austérité strictes (méritant les éloges du FMI). Le flot incessant de propagande a qualifié l'opposition au régime de pro-Ukrainienne et de traîtres à la nation. Cela semblait marcher : l'opposition politique au régime s'est estompée, mais pas pour longtemps.

En 2017, l'exposé sur You Tube de la corruption du premier ministre Medvedev, exposé qui compte présentement 31 millions de vues, a déclenché une nouvelle vague de manifestations. Vers ce moment, Aleksei Naval'ny s'était imposé chef incontesté de l'opposition "non systémique". Contrairement à d'autres personnalités libérales qui ont souvent manifesté des tendances élitistes, il a adopté un message populiste direct du « peuple contre l'élite ». Ses enquêtes minutieuses et inventives sur la corruption de l'élite se sont avérées le véhicule idéal pour communiquer ce message avec force et authenticité.

Mais Naval'ny, en tant que populiste, n'est pas réellement responsable devant ses partisans. Son mouvement est très centré sur le leader. En plus, au-delà du noyau populiste, sa politique oscille entre gauche et droite. Récemment, il a incorporé dans son discours des éléments de gauche, attaquant les oligarques non seulement pour leurs liens corrompus avec le régime, mais aussi pour les salaires de misère de leurs entreprises. En plus, sa rhétorique n'est pas totalement exempte d'éléments nationalistes. Ses déclarations ouvertement xénophobes de ses débuts ont disparu, mais il préconise toujours le resserrement du régime des frontières avec les pays d'Asie centrale.

L'ambiance en 2017 était différente de celle de 2011-2012. Les années de crise économique et le déclin des revenus réels ont mis au centre la confrontation directe avec l'élite riche et corrompue du pays, ce qui a ajouté de la force au message de Naval'ny. De plus, la nouvelle génération qui a pris part aux manifestations avait grandi, non pas pendant les années apathiques des 2000, mais dans les années plus politisées des 2010. Les jeunes s'intéressent plus au politique.

Malgré les efforts de Naval'ny pour organiser un boycottage d'élections, la machine électorale produit un vote de 77% pour Poutine en 2018. Cependant, juste après cette élection, le gouvernement a révélé la dernière partie de son programme d'austérité : une augmentation de l'âge de la retraite de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 65 pour les hommes. Les stratèges politiques du Kremlin ont supposé, à juste titre, que la réforme des retraites serait la politique la plus impopulaire du gouvernement depuis des décennies, peut-être même depuis l'arrivée au pouvoir de

Poutine en 1999. Cette réforme a été soigneusement orchestrée pour coïncider avec le début du nouveau cycle politique et avec la Coupe du monde de football tenue en Russie en 2018.

Néanmoins, l'annonce de la réforme des retraites a eu un effet direct et puissant : le « consensus de Crimée », déjà affaibli par les manifestations de 2017, n'était plus. Les sondages, aussi problématiques qu'ils soient dans un régime autoritaire, montrent que les cotes d'approbation des leaders politiques ont chuté jusqu'à atteindre le niveau d'avant l'annexion de la Crimée. La propagande gouvernementale a perdu beaucoup de son effet : les gens se lassaient de la frénésie nationaliste à la télévision.

La stratégie du Kremlin pour la réforme des retraites consistait à protéger le plus possible la personne de Poutine. Pour cela, il fallait que le gouvernement et le parti Russie unie portent la blâme. Les parlements régionaux ont été obligés à émettre des déclarations de soutien explicite à la réforme, ce qui a nui encore davantage au parti du pouvoir. En conséquence, malgré la manipulation et la fraude électorales, des machines politiques régionales ont craqué sous la pression : la Russie unie a perdu les courses au gouverneur dans quatre régions, un résultat sans précédent. Le nom du parti est devenu toxique : des candidats du Kremlin ont caché leur appartenance à ce parti et se sont présentés comme indépendants quand c'était possible.

Manifestations à Moscou : mobilisation populaire et politique électorale

La situation ne s'est pas améliorée en 2019, lorsqu'un nouveau tour des élections régionales devait avoir lieu, y compris au parlement de la ville Moscou.

Les élections à Moscou ont toujours constitué un défi pour le régime. Alors que Youri Loujkov, maire de Moscou entre 1992 et 2010, a construit une machine politique redoutable et verticalement intégrée, la ville a progressivement développé un électorat libéral-démocratique important. En 2013, Naval'ny a contesté le successeur de Loujkov, Sergueï Sobianine, dans la course à la mairie et a recueilli 27% des suffrages. Sobyanine a évité de peu une seconde grâce seulement à une fraude grossière. Lors des élections municipales de 2017, diverses forces de l'opposition ont réussi à obtenir environ 200 sièges, soit 15% du total.

Les assemblées municipales représentent le niveau de pouvoir le plus bas en Russie. A Moscou ils ont particulièrement peu d'influence. Néanmoins, les députés de l'opposition se sont jetés dans les problèmes locaux, souvent banals, de leurs districts, en développant des liens avec la population de la ville. Le déclin général de la popularité du parti Russie unie au cours de la dernière année a été particulièrement prononcé à Moscou. Dans ce contexte, les autorités ont dû se préparer pour les élections au parlement, appelé la Douma de Moscou. Les élections auront lieu le 8 septembre.

Dans le contexte d'une crise politique croissante, les autorités ont décidé de présenter tous leurs candidats comme des indépendants, dissimulant leur affiliation. Cela en soi donne une idée des problèmes du régime à Moscou. Cependant, le manque de soutien à Russie unie n'était pas le seul défi de Sobianine. L'opposition a présenté ses propres candidats dans environ un tiers des quarante-cinq circonscriptions électorales. Quelques-uns d'entre eux sont membres de l'équipe de Naval'ny ; d'autres sont des politiciens libéraux dont l'expérience principale est au niveau municipal.

La gauche a son propre candidat dans l'un des arrondissements, Sergey Tsukasov. Député municipal ayant des liens étroits avec la population locale, il bénéficie du soutien de plusieurs groupes de gauche, tels que le Mouvement socialiste russe, une organisation regroupant quelques dizaines de membres à Moscou et dont le militant principal, un célèbre poète et musicien, Kirill Medvedev, s'était présenté (sans succès) aux élections municipales deux ans plus tôt.

Face à cette conjoncture, les autorités de la ville n'ont pas eu beaucoup de choix. Finalement, ils ont choisi le chemin de l'escalade maximale. Tous les candidats de l'opposition ont été disqualifiés de participation aux élections sous prétexte qu'ils n'ont pu ramasser les 3000 signatures valides nécessaires. C'est cela qui a provoqué les mobilisations de rue les plus importantes depuis 2011-2012. La réponse du régime a été extrêmement répressive : arrestations massives et poursuites pénales. Presque tous les candidats indépendants sont actuellement en détention. Naval'ny est également en état d'arrestation administrative. Il est très probable que des dizaines de personnes se verront infliger de véritables peines de prison. Cependant les manifestations de rue se poursuivent.

De plus, les autorités n'ont pas vraiment résolu leur problème électoral. Après que tous les candidats de l'opposition aient été empêchés de participer à l'élection, Naval'ny et plusieurs autres personnalités ont exhorté leurs partisans à voter de manière stratégique pour le candidat le plus populaire inscrit qui ne figurait pas sur la liste du Kremlin. Ironiquement, dans la plupart des districts, cela signifie le candidat du parti communiste. Craignant les repréailles du Kremlin avant tout, le parti a tout mis en oeuvre pour se démarquer des manifestants - alors même qu'ils lui avaient donné des dizaines de milliers de voix en soutenant ses candidats. Néanmoins, même si le parti dans son ensemble restera probablement fondamentalement soumis au régime, certains de ses candidats pourraient acquérir le goût d'une action politique indépendante.

Alternatives stratégiques pour la gauche

Les manifestations actuelles à Moscou présentent à la fois des avantages et des inconvénients pour la gauche. D'une part, leur enracinement dans la politique municipale à la base s'aligne sur la stratégie et l'expérience des groupes socialistes de la ville ces dernières années. D'autre part - et cela doit être souligné - les manifestations font preuve de certaines tendances de classe. La géographie du vote libéral à Moscou est fortement corrélée aux prix de l'immobilier, ce qui témoigne du fait que c'est généralement la « classe moyenne » qui vote contre la Russie unie et pour les candidats de l'opposition tels que Naval'ny.

Néanmoins, la plupart des groupes de gauche ont décidé de participer aux manifestations, y compris le Front de gauche de Sergey Udaltsov (en dépit de sa dérive vers la "gauche patriotique" pro-Donbass). La raison est simple : précisément à cause de l'influence de la gauche, le mouvement a la possibilité d'élargir sa base sociale - et donc de devenir plus efficace. Au niveau local, la gauche à Moscou met l'accent sur l'inégalité d'accès à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que sur la corruption municipale qui nuit aux quartiers populaires.

Dans sa quête du statut de "ville mondiale", le gouvernement de Moscou a lourdement investi dans les zones centrales embourgeoisées, tout en négligeant largement les sphères du bien-être populaires. En 2014, la restructuration néolibérale impitoyable du système de santé de la ville a entraîné des manifestations de masse, la gauche devenant un élément important du mouvement anti-austérité. Ces expériences, de même que l'expérience de la lutte contre la réforme des retraites, ont façonné la stratégie actuelle de la gauche et la plate-forme électorale de Tsukasov.

Comme le prétend le Mouvement socialiste russe dans une déclaration, « Nous luttons aujourd'hui non seulement pour des élections équitables, mais également pour la participation des masses à la vie politique - avec l'aide d'élections, de grèves, de rassemblements et de toutes les formes d'auto-organisation... Le devoir de la gauche est non seulement d'appuyer inconditionnellement le mouvement populaire, mais également d'intégrer aux protestations des revendications de justice sociale et l'élimination complète du pouvoir du grand capital. Le MSR appelle toutes les forces démocratiques, les syndicats indépendants, et les mouvements de défense environnementale écologique et urbaine à la coordination des actions, à l'élargissement de la géographie des manifestations, et à la solidarité mutuelle. »

Fissures dans le mur

La lutte est vivante en Russie

La crise politique actuelle à Moscou n'est que la manifestation la plus récente de la faiblesse croissante du régime. La machine politique de la "démocratie dirigée" connaît de plus en plus de pannes. En outre, l'opposition a acquis la compétence pour combiner des manifestations de rue et un vote stratégique afin de maximiser son impact.

Néanmoins, dans son état affaibli, le régime est plus dangereux que jamais. Il n'hésite pas à recourir à n'importe quelles mesures d'intimidation pour simplement écraser toute activité protestataire, sans faire des concessions. De telles tactiques rendent généralement l'autoritarisme moins stable et résilient à long terme. Mais elles coûtent extrêmement cher aux membres du mouvement d'opposition. La lutte en Russie est une source de tragédie et de douleur, mais ses participants ne perdent pas leur ténacité ni espoir.